



The World Bank Madagascar Country Office



www.worldbank.org/madagascar

Contact : erabemano@worldbank.org

Our monthly bilingual e-newsletter

Num. 5 - 2008

EDITORIAL

L'année a commencé assez tristement pour plusieurs régions de Madagascar, touchée durement par le passage successifs des cyclones Fame et Ivan. Selon les dernières estimations, il y aurait 93 morts, 332.391 personnes sinistrées et 191.182 sans-abris.

Outre l'aspect humain, il y aura certainement un impact sur l'économie. L'île touristique de Sainte-Marie, mais également la région de l'Aloatra considérée comme un grenier à riz pour le pays ont été sévèrement touchées. Tout en déplorant avec tristesse les ravages que ces cyclones ont causé sur des milliers de familles qui ont perdu habitation, emploi, et dans les pires cas, la vie d'êtres chers, nous espérons que l'impact de ces malheureux événements sur la croissance prévue pour 2008 sera gérable. Nous sommes en train d'examiner comment nous pouvons apporter la meilleure réponse possible aux besoins immédiats dans le cadre de nos projets déjà en cours.

Après la phase d'urgence, le Gouvernement envisage de mener une évaluation conjointe des besoins, dégâts et des pertes afin de déterminer les besoins en réhabilitation et recovery. Cette évaluation qui débutera le 20 Avril 2008 sera coordonnée par le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) et facilitée par la Global Facility for Disaster Reduction and Recovery basée à la Banque mondiale. Elle impliquera étroitement toutes les entités gouvernementales concernées, les Nations unies et les ONGs partenaires. Elle sera effectuée suivant une méthodologie internationalement reconnue (Joint Damage, Loss and Needs Assessment), ce qui permettra au Gouvernement et aux bailleurs de fonds de définir les besoins de réhabilitation.

En parallèle, le Global Facility fournit une assistance technique d'une durée de 3 ans au Gouvernement (Track II) afin d'aider à améliorer les normes et standards en matière d'infrastructures anti-cycloniques et de renforcer l'évaluation et la cartographie des risques. Suivant les besoins identifiés par la mission d'évaluation d'Avril 2008, Madagascar pourrait aussi accéder à des fonds pilotes de la Global Facility pour financer des infrastructures endommagées par les cyclones qui seront remises à des normes anti-cycloniques.

Toujours au mois de Février, une délégations d'administrateurs de la Banque Mondiale a séjourné à Madagascar pour s'imprégner des réalités du pays, constater les avancées sur certaines activités et rencontrer les autorités. Cela leur permettra de renforcer leur compréhension des problématiques du développement lorsqu'ils auront à statuer sur des dossiers concernant la Grande Ile.

Bonne lecture pour ce cinquième numéro de notre newsletter électronique, que nous avons le plaisir de vous proposer périodiquement depuis Septembre 2007. J'attire plus particulièrement sur le reportage concernant l'appui de la Banque mondiale à Madarail, qui montre comment l'intervention de notre institution peut avoir un impact au-delà du simple aspect économique. Nous tâcherons d'accorder de plus en plus d'importance à ce genre de reportages qui soulignent de quelle manière l'intervention de la Banque mondiale peut avoir des impacts concrets sur la vie des populations concernées.

Robert Blake
Country manager



JUSTIN LIN APPOINTED AS NEW CHIEF ECONOMIST OF THE WORLD BANK

WASHINGTON, February 4, 2008 – World Bank Group President, Robert B. Zoellick, today announced the appointment of Justin Lin as the new Chief Economist and Senior Vice President for Development Economics at the World Bank.

Mr Lin, a Chinese national, and currently Professor and Founding Director of the China Centre for Economic Research at Peking University, was selected after a global search. He succeeds Francois Bourguignon, who retired from the Bank Group last year to become Director of the Paris School of Economics.

"As our first Chief Economist from a developing country, and an expert on economic development and particularly agriculture, Justin Lin brings a unique set of skills and experience to the World Bank Group," Mr Zoellick said.

"I look forward to working closely with him on a number of areas, including growth and investment in Africa, opportunities for South-South learning and bank instruments to better support countries hit by high energy and agriculture prices," he said.

Well known for his work on fiscal decentralization, enterprise reform, urban and rural modernization and agricultural innovation and reform, Mr. Lin has taught at several eminent universities, including Peking University, the Hong Kong University of Science and Technology, Duke University, the Australian National University, and at UCLA. He has a Ph.D. in economics from the University of Chicago, an MA in political economy from Peking University and a MBA from the National Chengchi University .

Mr Lin has served on several national and international committees including the United Nations Millennium Task Force on Hunger, the Eminent Persons Group of the Asian Development Bank, the Working Group on the future of the OECD, the Re-inventing Bretton Woods Committee and the World Bank Chief Economist's Advisory Council, an outside group of eminent experts.

Mr Lin is expected to take up his position on May 31.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Visite d'une délégation à Madagascar en Février

Une délégation d'administrateurs (Executive directors) du groupe de la Banque mondiale s'est rendue en visite de travail à Madagascar du 8 au 12 Février afin d'avoir un aperçu des réalisations de la Banque mondiale à Madagascar.

Leur programme de travail a comporté des visites de sites, mais également des rencontres au plus haut niveau de l'Etat.

La première journée a été consacrée au secteur privé : rencontre avec ses représentants dans les locaux de l'IFC, puis deux visites d'usines (Floreal et Millenium Industries Madagascar).

Le dimanche a été passé à Fort-Dauphin, afin de visualiser les réalisations du projet PIC.

Les deux derniers jours ont été consacrés à diverses rencontres à Antananarivo. Le Président de la République, le Premier ministre puis une délégation de neuf ministres ont reçu les administrateurs. L'EDBM, le Secrétaire général de la Présidence en charge du Madagascar action plan ont également eu l'occasion de rencontrer les administrateurs.

La délégation était coordonnée par Jiayi Zou (Administrateur, Chine) et avait choisi comme porte-parole Herman Wijffels (Administrateur, Pays-Bas). Elle comprenait également Eli Whitney Debevoise II (Administrateur, Etats-Unis), Louis Philippe Ong Seng (Administrateur, Maurice), Giovanni Majnoni (Administrateur, Italie), Samy Watson (Administrateur, Canada), Caroline Sergeant (Administrateur suppléant, Royaume-Uni), Jorge Humbe Botero (Administrateur suppléant, Colombie), Abdulhamid Alkhalifa (Administrateur suppléant, Arabie Saoudite). Certains de ces administrateurs représentent aussi d'autres pays en plus du leur au sein du Conseil d'administration, comme par exemple le Mauricien Ong Seng, qui représente également une vingtaine d'autres pays, dont Madagascar.



©Présidence de la République de Madagascar

**Colonne de gauche, de haut en bas**

1. Hermann Wijffels, porte-parole de la délégation - Photo Présidence de la République de Madagascar

2. Rencontre de la délégation avec le staff de la Banque mondiale, au micro Sofia Bettencourt (Sr. Environmental specialist)

3. Rencontre avec l'Economic Board of Madagascar. Au premier rang Louis Philippe Ong Seng, Hermann Wijffels et Robert Blake. Au second rang Jorge Botero (costume sombre).

4. Accueil de la délégation par les autorités locales (Chef de région et Président de la Délégation spéciale) à l'aéroport de Fort-Dauphin

Colonne de droite, de haut en bas :

Rencontre de la délégation avec les représentants du secteur privé malgache, dans les locaux de l'IFC.

1. Au micro, Gil Razafintsalama, Président du Groupement des opérateurs en technologies de l'information et de la communication à Madagascar (GOTICOM)

2. Au micro, Jiayi Zhou, coordonnateur de la visite de la délégation. En retrait, Henri Rabarijohn, Country manager de l'IFC à Madagascar

3. Visite de l'usine de Floréal, au premier plan l'administrateur Eli Debevoise

VUSUR INTERNET

Huit administrateurs de la Banque mondiale à Ambohitsirohitra

Source <http://www.madagascar-presidency.gov.mg/>

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, a reçu ce lundi 11 février 2008 en audience huit administrateurs, membres d'une mission de la Banque Mondiale. La rencontre a été axée sur l'observation des efforts de développement à Madagascar. Dans ce sens, la délégation dépêchée par la Banque Mondiale a évoqué ses premières impressions au terme d'une visite de trois jours notamment dans le Sud de l'île et à Fort-Dauphin. Selon Herman Wijffels, « les efforts de développement entrepris par la Grande Ile sont encourageants ». Aussi bien en ce qui concerne l'instauration d'un climat d'affaires favorable qu'en matière de décentralisation. La Banque Mondiale se félicite de ces actions qui contribueront à améliorer le niveau de vie des habitants. L'administrateur de la Banque Mondiale est en tout cas confiant en l'avenir, d'autant que les partenaires financiers continuent de soutenir les efforts de développement de Madagascar.

Le Président Marc Ravalomanana a, pour sa part, manifesté sa joie de rencontrer une fois de plus des émissaires de la Banque Mondiale, au lendemain de son entretien avec le Président Robert Zoellick à Addis



©Présidence de la République de Madagascar

Abeba. Il s'agit-là, selon le Chef de l'Etat, d'une opportunité d'exposer une fois de plus la stratégie actuelle du gouvernement pour sortir de la pauvreté. Le Président a ainsi fait part de sa vision « Madagascar, Naturellement » et de son objectif d'accorder la primeur au monde rural en promouvant la productivité agricole. Selon le Chef de l'Etat, les conditions climatiques à Madagascar sont favorables, le pays dispose suffisamment d'espaces cultivables,

une raison de plus pour doubler, voire tripler la production. Le Président déplore cependant l'absence, par moments, d'une même vision avec nos bailleurs de fonds. Il a ainsi sollicité davantage de flexibilité de la part de ces derniers et plus de confiance mutuelle afin de parvenir à un véritable développement de la coopération.

*Le Secrétariat à la Communication,
Présidence de la République*

" (...) We're also strengthening our African representation at high levels at the World Bank. Ngozi Okonjo-Iweala is now a managing director. Oby Ezekwesili is our Vice President for Africa. Joy Phumaphi is our Vice President for Human Development, and I'm delighted we'll be joined by one of your ambassadors from the African Union, Edith Ssempera, as the Director of International Relations. So, I've learned one other key secret about Africa: its true talent is its women. But we're happy to bring in more of the men as well! (...) "

**Robert Zoellick, President of the World Bank Group
Remarks at the African Union Summit - January 31, 2008**

MADAGASCAR PORTFOLIO PERFORMANCE AS OF MARCH 31, 2008 (IN MILLIONS USD)

	Closing	Commitment	Monthly Disbursement	Total Disbursement
Mineral Resources	12/31/08	40.0	0.59	33.08
PSDP2	12/31/07	23.8	0.31	22.78
Growth Poles	12/31/10	129.8	1.62	57.11
Rural Transportation	6/30/09	80.0	0.16	60.43
Transp Infrastructure	6/30/09	165.6	2.85	120.68
Governance	6/30/09	35.0	0.24	31.05
Microfinance	12/31/09	21.4	-	17.40
Power/Water	4/30/09	10.0	0.62	2.75
Watershed	3/1/11	30.0	0.33	2.85
Regional Telecommunica	7/31/12	30.0	-	1.50
GEF EP3	12/31/09	9.0	0.06	6.16
EP3	12/31/09	40.0	0.12	23.97
Rural Development	6/30/07	87.8	-	88.37
FID	6/30/08	178.0	0.53	183.84
Nutrition2	12/31/08	47.6	0.75	39.73
Health PDSSP	12/31/09	10.0	-	1.45
HIV/AIDS2	12/31/09	30.0	0.63	5.63
PRSC 4	31/07/08	40.0		40.0
Total		1008.0	8.8	738.8

SEEN IN THE MEDIA :

Top World Bank Mission to Fort-Dauphin

Source : Le Dolphin Gazety

The Executive Directors of the World Bank paid a one day visit to the PIC project in Fort-Dauphin on February 10th. The visit included a courtesy meeting with the Chief of the Region and the PDS at the airport, followed by presentations and discussions with the Integrated Growth Poles team (PIC), and later with Rio Tinto. Then the group visited the construction site of the Ehoala Port that the World Bank is financing for \$35,000,000, the mine construction site at Mandena, the Professional training center of Anosy Region (CFPTA) and various other sites affected by the project, including the new stand pipes and public washing facilities.

Twice a year half the Executive Directors travel to a project site that is financed by the World Bank. This year Fort-Dauphin was chosen and the following were in attendance: Jiayi Zou (Team leader, China), Eli Whitney Debevoise II (US), Louis Philippe Ong Seng (Mauritius), Giovanni Majnoni (Italy), Samy Watson (Canada), Caroline Sergeant (UK), Jorge Botero (Colombia), Herman H.F. Wijffels (Spokesman, Netherlands), Abdulhamid Alkhalifa (Saudi Arabia) .

(...)

The World Bank is like a cooperative, where its 185 member countries are shareholders. The shareholders are represented by a Board of Governors who are the ultimate policy makers at the World Bank. Generally, the governors are member countries' ministers of finance or ministers of development.

Because the governors only meet annually, they delegate specific duties to 24 Executive Directors, who work on-site at the Bank. The five largest shareholders, France, Germany, Japan, the United Kingdom and the United States appoint an executive director, while other member countries are represented by 19 executive directors. The Executive Directors are responsible for the conduct of the general operations of the Bank and exercise all the powers delegated to them by the Board of Governors under the Articles of Agreement.

The Executive Directors during their visit were particularly interested in contacts with the people in every day living conditions. On their return to Antananarivo, the ED's met with the Government and the President Marc Ravalomana. They were generally impressed with the Ilmenite mining project and the Public Private Partnership with the Integrated Growth Poles Project (PIC) and recommended more be done to improve conditions in Fort-Dauphin.

By Wendy Christen,
Le Dolphin Gazety

Le Dolphin Gazety is a newspaper distributed freely in Fort-Dauphin, where it is the only written media.

Free subscriptions to the electronic version of this newspaper can be obtained by writing to Wendy Christen <wendychristen@videotron.ca>.

SERIE

FAITES CONNAISSANCE AVEC LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

2 - Les administrateurs (Executive directors)

Les Administrateurs sont responsables de la conduite des opérations générales de la Banque et exercent tous les pouvoirs que lui a délégués le Conseil des Gouverneurs en application des Statuts. Cinq Administrateurs sont nommés par les états membres qui détiennent le plus grand nombre de parts du capital (c'est-à-dire, actuellement, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni). Les 19 autres administrateurs sont élus par les autres états membres. Plusieurs pays se regroupent pour désigner un administrateur commun.

Des élections ordinaires ont lieu tous les deux ans, normalement durant l'Assemblée annuelle de la Banque. Les règles régissant ces élections ont de tous temps été appliquées de manière à préserver une large représentation géographique et une répartition des sièges équilibrée au Conseil des Administrateurs. Le nombre total d'Administrateurs est de 24. Dans certains cas, comme par exemple en Afrique, plusieurs pays se regroupent pour nommer un administrateur commun qui les représentera.

Les Administrateurs opèrent en session permanente à la Banque et

se réunissent aussi souvent que nécessaire. Ils décident de la suite à donner aux propositions soumises par le Président en vue de l'octroi de prêts et de garanties de la BIRD et de crédits de l'IDA, et fixent les politiques qui guideront les opérations générales de l'institution. Ils doivent aussi soumettre au Conseil des Gouverneurs, lors de son Assemblée annuelle, un rapport de vérification des comptes, un budget administratif et un Rapport annuel sur les opérations et les politiques de la Banque, et sur d'autres questions. Le Conseil des Administrateurs détermine les grandes orientations de la Banque compte tenu de l'évolution de la conception que se font les États membres de la mission du Groupe de la Banque et de l'expérience institutionnelle de l'institution. Outre qu'ils assistent aux réunions bihebdomadaires du Conseil, les Administrateurs sont membres d'un ou plusieurs des cinq comités permanents du Conseil : Comité d'audit, Comité de l'efficacité du développement, Comité du budget, Comité du personnel et Comité des questions administratives concernant les Administrateurs. Ces comités étudient avec la plus grande attention les politiques et pratiques de la Banque pour aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision.

<http://go.worldbank.org/9Q8KOMQPE0>

Second souffle pour les chemins de fer malgaches grâce à la Banque mondiale



Photo Erick R.

Agé de 58 ans, Gervais Rakotomamonjisoa (ci-dessus) est cheminot depuis 1970. Autant dire qu'en matière de conduite de locomotives, il est un des spécialistes malgaches les plus expérimentés. La société Madarail ne s'y est pas trompée, et l'a nommé responsable de la formation traction. C'est donc en véritable connaisseur qu'il apprécie à sa juste valeur l'arrivée récente de cinq locomotives neuves. Cette acquisition marque une étape supplémentaire dans le développement des activités de Madarail, qui a obtenu en 2003 la concession de l'exploitation du réseau des chemins de fer pour 25 ans, et ce après les graves difficultés dans lesquelles se débattait la société nationale RNCFM (Réseau national des chemins de fer de Madagascar).

L'ARRIVÉE DES NOUVELLES LOCOMOTIVES VA PERMETTRE DE DOUBLER LA PRODUCTION DE MADARAIL

L'acquisition de cinq locomotives flambant neuf a coûté au total 6 millions USD, financés à parts égales par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement. *« C'est avec émotion que j'ai assisté au débarquement de ces locomotives neuves au port de Toamasina »* raconte Gervais. *« Pour l'employé ayant plus de 30 ans de service que je suis, l'arrivée de ces cinq machines conforte ma confiance dans l'avenir des chemins de fer à Madagascar. C'est important après la situation catastrophique d'il y a quelques années »*. Gervais sait de quoi il parle : en 2002, le RNCFM s'est retrouvée dans l'incapacité de payer les salaires de ses employés pendant 7 mois.

Les difficultés financières du RNCFM se retrouvaient également sur le plan matériel. Lors de la reprise des activités par Madarail en 2003, seule une locomotive sur sept marchait encore. La réhabilitation et le renforcement du parc ont donc figuré au rang des priorités. Dès 2004, 12 locomotives de 1200 chevaux étaient alors opérationnelles : sept locomotives avaient été achetées d'occasion au Portugal, et les cinq autres ont pu être réhabilitées à partir du parc du RNCFM. Toutefois, l'âge moyen de ces dernières était de 30 années. *« La performance des locomotives de 1200 chevaux nous oblige à limiter la charge d'un convoi entre 260 et 280 tonnes entre Antananarivo et Toamasina, et ce à cause d'une double falaise qu'il faut grimper »* explique Théodore Rasolonjatovo, Directeur de l'exploitation de Madarail.

Les cinq locomotives qui viennent d'être achetées présentent plusieurs avantages pour la société. Du point de vue de l'exploitation, selon M. Rasolonjatovo, *« ces locomotives permettent d'envisager une croissance de 50% de la production par rapport à l'année dernière »*. En effet, la performance de ces machines se traduit au moins par deux

aspects. D'une part, leur puissance de 1800 chevaux leur permet de tirer une charge de 450 tonnes, d'où un rendement beaucoup plus élevé que celui fourni par les machines de 1200 chevaux. D'autre part, leur poids de 72 tonnes leur donne plus d'adhérence et donc plus de vitesse. Sur la forte pente de 25 pour mille qui existe entre Anjiro et Manjakandriana, les nouvelles locomotives grimpent presque deux fois plus vite que les anciennes (25 km/h au lieu de 15 km/h). *« Par rapport à la durée de trois heures qu'il fallait autrefois pour effectuer ce trajet, le gain de temps est appréciable »* se réjouit Gervais. Mais le conducteur voit en plus d'autres avantages dans le choix de ces locomotives. *« La technologie qui est installée à bord nous facilite énormément la tâche, aussi bien*

pour la conduite que pour le diagnostic d'anomalies ». En effet, un ordinateur de bord géré par écran tactile a catapulté la conduite des locomotives à

« Ces locomotives permettent à Madarail d'envisager une croissance de 50% de la production par rapport à l'année dernière »

Suite page 6



Photo Madarail

Madagascar dans le XXIème siècle. La centaine de conducteurs et d'aides-conducteurs de la société a bénéficié d'une série de formations spécifiques. **« Ce qui nous réjouit le plus en tant que conducteurs chez Madarail, c'est que notre société ait choisi l'achat de locomotives neuves et modernes, et ne se soit pas contentée de machines d'occasion »** affirme non sans fierté Gervais.



Photo Madarail



Photo Madarail

LA BANQUE MONDIALE A CONTRIBUÉ DE MANIÈRE SUBSTANTIELLE À LA RESURRECTION DES CHEMINS DE FER À MADAGASCAR

Ce choix toutefois n'aurait pu se faire sans l'appui de la Banque mondiale, qui a accordé deux crédits aux conditions concessionnelles offertes par l'International Development Association, autrement dit un crédit sans intérêt, avec remboursement en 40 ans et un moratoire de 10 ans. En définitive, cet emprunt ne coûtera à l'Etat malgache que 0.50% de coûts administratifs demandés par la Banque mondiale. Robert Blake, Country manager de l'institution explique les raisons du soutien accordé à Madarail. **« Sur le plan économique, le transport de marchandises par voies ferrées possède un véritable potentiel de croissance à Madagascar. Sur les cinq dernières années, les chiffres démontrent un développement impressionnant, avec un quintuplement du tonnage transporté de 2003 à 2007 »**.

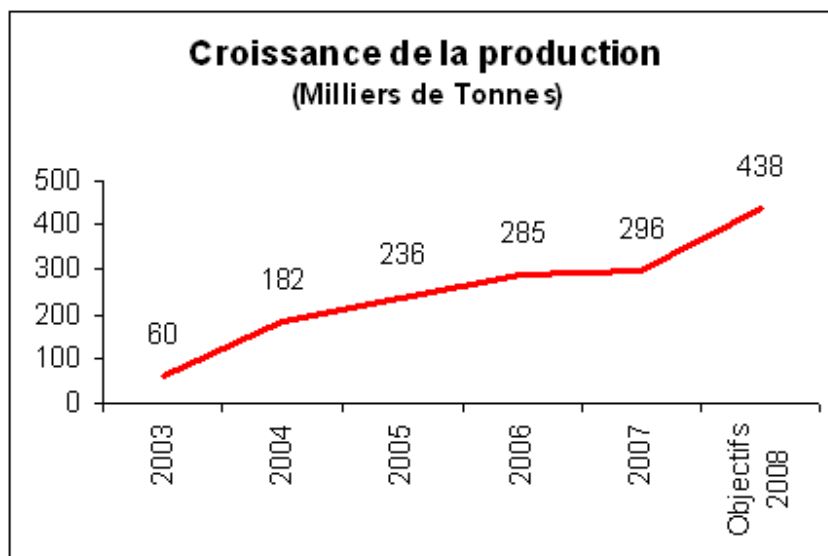
En 2008, le transport des

marchandises conventionnelles (ciment, produits de première nécessité etc) et des containers représentera 45% de l'exploitation, celui des hydrocarbures 23% et celui du chrome 32%. Le réseau de 673 kilomètres exploité par Madarail est un atout certain en reliant des points stratégiques : la Capitale Antananarivo, la ville très industrialisée d'Antsirabe, et surtout Toamasina qui est le plus gros port de Madagascar. Un autre axe, Moramanga-Lac Alaotra relie les sites d'extraction de chrome et un des plus importants greniers à riz de la Grande Ile au reste du réseau.

Pour permettre d'envisager une croissance de ses activités, l'exploitation d'un parc roulant en quantité et en qualité suffisantes était une condition primordiale pour Madarail. « L'acquisition de nouvelles locomotives devra permettre à Madarail de collecter assez de recettes pour subvenir à toutes les dépenses d'exploitation, et donc devenir rentable » explique Patrick Claes, Directeur général de Madarail. De 2003 à 2008, le parc de locomotives est donc passé d'une unité à 17, et celui des wagons de 20 à 260 unités. Toutefois, pour qu'un réseau de chemins de fer fonctionne efficacement, il

faut aller au-delà du renforcement du matériel roulant. En fait, le total de l'intervention de la Banque mondiale pour appuyer le redressement de Madarail est de 50 millions USD. Cela a permis de financer le renouvellement en tout ou partie de 175 km de voies, le confortement de 235 km de voies et de 7 ponts, ainsi que l'achat de ces cinq nouvelles locomotives. La réhabilitation de la gare d'Andasibe est également prévue. La résurrection du chemin de fer permet une diminution des coûts de transports le long des axes desservis par le rail, car le transport par rail est facturé moins cher que le transport par route. Il y a également d'autres avantages indirects, tels que la diminution du nombre de camions sur la RN2 (vers Toamasina) et la RN7 (vers Antsirabe), et donc moins d'accidents et moins de dégradations sur la chaussée, et ce d'autant plus que les marchandises transportées par Madarail sont parmi les plus pondéreuses. **« L'impact est également positif en termes énergétiques et environnementaux, car la quantité de carburant consommée ainsi que la pollution générée par tonne de marchandises est moins élevée sur le rail que sur la route. Pour la balance de paiements, cela est important dans la mesure où le pays importe ses carburants »** explique Pierre Graftieux, Sr. transport spécialiste de la Banque mondiale à Madagascar.

L'arrivée de ces cinq nouvelles locomotives finalement va bien au-delà d'une simple histoire de machines. Car si pour Madarail il s'agit avant tout de croissance économique, pour ses 1047 employés et leurs familles, c'est un pas de plus vers un avenir professionnel stable. Et dans la vie de tous ces êtres humains, l'intervention de la Banque mondiale aura fait une différence supplémentaire : celle du passage appréciable de la crainte vers l'espoir.



DEPART DE RITVA REINIKKA, COUNTRY DIRECTOR

Son message au personnel de la Banque mondiale

A quelques semaines de son départ pour Washington où elle a été nommée Directeur au sein du Poverty reduction and economic management network, Ritva Reinikka est venue à la fin du mois de Janvier 2008 effectuer une visite d'adieu à Madagascar. Très appréciée du personnel du bureau de Madagascar, Ritva Reinikka aura donc été Country Director pour la Grande Ile pendant 18 mois. Elle laissera un triple souvenir que la rédaction de la newsletter a voulu illustrer par les trois photos ci-après : celui d'un manager de haut niveau de la Banque Mondiale, qui

a apporté une contribution reconnue aux bonnes relations avec l'Etat Malgache, celui d'une femme de terrain (ici aux 67 hectares avec une bénéficiaire d'un projet soutenu par la Banque), mais aussi celui d'une femme au grand coeur qui n'a pas hésité un instant pour s'inscrire comme membre à une caisse de microfinance malgache afin de contribuer personnellement. Nous vous livrons ci-après le contenu de son message d'au revoir au personnel de la Banque Mondiale à Madagascar. Ce message interne est également intéressant pour le public.



Photo Voara R. (Présidence de la République)



Photo Voahangy Rakotoarinjara



Photo Voahangy Rakotoarinjara

Chers collègues du bureau d'Antananarivo, (...)

Comme vous savez, je vais être basée à Washington. Mais je travaillerai avec les économistes - c'est-à-dire PREM - d'Afrique du Nord et du Moyen Orient.

Travailler pour notre institution nécessite de pouvoir s'adapter au changement. Je devrais à Washington m'adapter à un nouveau travail et à un nouvel environnement. Vous devrez à Tana vous adapter à un nouveau Country Director, dont la vision et l'expérience vont vous enrichir.

Sur le plan institutionnel, la vie de la Banque Mondiale est également caractérisée par un environnement en perpétuelle mutation, et nous devons apprendre à évoluer avec.

Le contexte dans lequel nous travaillons en 2008 n'est plus celui d'il y a 10, 20 ou même cinq ans. Bien entendu, nous ne sommes pas une banque au sens commercial. Nous faisons la différence grâce à notre savoir-faire, souvent combiné avec les financements. Nous n'avons pas la prétention de mener tout seule la lutte contre la pauvreté, car il faut que nous travaillions avec les autres partenaires.

Toutefois, quand il s'agit des institutions multilatérales, les pays donateurs qui contribuent à notre bud-

get ont de plus en plus le choix entre diverses solutions en matière d'aide au développement. La récente réussite de la reconstitution des ressources de l'IDA-15 montre que nous continuons à bénéficier de la confiance de ces pays donateurs. Mais cela nous pose également un lourd challenge sur les épaules, car nous devons montrer que nous méritons cette confiance. Nous devons démontrer jour après jour que la vision de la Banque et ses projets font la différence sur le terrain dans la lutte contre la pauvreté.

A Madagascar, nous avons la chance d'avoir un très solide programme, dont la qualité est reconnue aussi bien au sein de la Banque Mondiale que par nos partenaires au développement et par le Gouvernement malgache. Notre action est appréciée. Je tiens à vous remercier de ce que vous faites chaque jour pour donner à la Banque Mondiale la pertinence, l'efficacité et la qualité opérationnelle que nous avons dans le pays. J'ai confiance que Bob et vous tous continuerez sur cette bonne voie.

A la base de la qualité opérationnelle d'une organisation se trouve la qualité des hommes et des femmes à son service. Le bureau de Madagascar possède des ressources humaines dont la valeur est reconnue dans toute la région. Nous avons la chance de travailler pour un idéal noble, celui d'un monde sans pauvreté. Souvent nous avons des réussites. Quelquefois le bilan est un peu plus mitigé. Mais nous devons toujours fournir la créativité et

la persévérance nécessaires. La confiance que nos partenaires et nos stakeholders auront envers la Banque Mondiale sera tout d'abord la confiance envers chacun de nous. Je vous demande donc de continuer à porter cet engagement envers la Banque Mondiale et les valeurs que nous devons véhiculer par notre comportement.

Le contexte dans lequel la Banque Mondiale évolue apporte chaque jour de nouveaux défis. C'est ce qui rend notre métier aussi difficile, mais aussi passionnant.

De Washington, je continuerai à m'intéresser à la vie du bureau de Madagascar, même s'il ne fera plus directement partie de mes responsabilités. Mais je ne peux pas avoir travaillé un an et demi avec vous sans m'attacher à ce bureau et à ce pays.

(...)

Je quitterai donc mes fonctions de Country Director pour la Grande Ile avec un pincement au cœur. Mais je vous assure que là où je serai, je continuerai à être une amie de Madagascar. Vous pouvez compter sur moi, comme je sais pouvoir compter sur vous. Pour ce beau chemin que nous avons parcouru ensemble, je n'ai que deux mots à vous dire : Misaotra betsaka !

SOCIAL ACCOUNTABILITY

An important workshop held in Madagascar in February

Antananarivo, 3 March 2008 - « *None of any development process can succeed without the participation of concerned populations. This is a fundamental principle of good governance* » explains Robert Blake, Country Manager of the World Bank in Madagascar. This institution endeavors to promote on a worldwide scale the concept of *social accountability*, which operational tools have already proven their efficiency in other countries as well as in some undergoing Malagasy experiences.

Under the aegis of the Government of Madagascar, a workshop on social accountability was organized from February 7 to 9th 2008 at the National Leadership Institute of Madagascar premises in Iavoloha. According to Eric Rakoto-Andriantsilavo, Executive secretary of the Growth Poles Project (PIC), « *the current extent of the partnership to promote the social accountability concept in Madagascar is a big first which is worth being emphasized. The Malagasy State through three of its programs; the World Bank but also other local and international contributors are involved* ».

SOME INSTRUMENTS HAVE PROVEN EFFICIENCY

The approach to social accountability is based on the principle of involvement of citizens and the civil society to improve good governance and quality of delivery of public services. This could be done through the elaboration and monitoring of participative budgets at the communities scale, or another by putting in place tools allowing citizens to give their opinion on the quality of public services. Some instruments like the *Community Score Card* or the *Citizen Report Card* are used to complement the most classical approaches to control and monitoring. However, this requires the political will to take into account the point of view of citizens in the decision processes. The social accountability thus is supported by two pillars : on one hand, the transparency of information, for example as far as budget and norms of services are concerned ; on the other hand, the setting up of regular feedback process that will involve local

authorities, elected representatives, service providers, civil society and citizens. Expected result: budgets and public services would then respond in a more effective way to the genuine needs of citizens.

THE MALAGASY EXPERIENCE

In the world, many initiatives are already under process in order to experiment and apply this concept. In Ouganda, the basic sanitary centers attendance has progressed by 16% in one year, and infant mortality has decreased by 33%. In Madagascar, a series of meetings and video-conferences took place since 2006, and pilot projects of social accountability has been established as far as health in the Haute-Matsiatra, Boeny and Analamanga regions is concerned. The surveys carried out in these pilot projects, after 4 months of application of the community score cards showed an increase in users satisfaction among the local population. The establishment of a participative budgetisation in the Anosy region is also at advanced preparatory stage in the use of revenues from the mining operations. It must also be noted that the Swiss InterCooperation program SAHA, working in the rural development area, already uses the participative budgeting concept in Madagascar. « *Now is the time to capitalize on acquired experiences so as to incorporate the social accountability mechanisms into the programs in progress. A more specific training is also essential* » underlines Jean-Jacques Randrianoelison, General Coordinator of the administrative effi-

ciency building program « Programme de Renforcement de l'Efficacité de l'Administration (PREA) » and responsible of the governance and institutional development program « Projet de gouvernance et de développement institutionnel (PGDI) ». Both programs are financed by the World Bank.

AN OPERATIONAL WORKSHOP

The workshop benefited from the African Network for the social accountability support, and brought together 140 people, of whom 10 international experts of Africa and Latin America, who confronted their own experience with that of Malagasy technicians. The participants also received training on the application of social accountability tools. On the third day, a site visit of the participative budgeting pilot project carried out by SAHA was organized in Ambalavao-Avaradrano. « The objective of all the social accountability workshop is to be able to identify tangible details on the setting up of the social accountability program in Madagascar » states Jonasy Ramarolahy, Coordinator of the PGRM. « *We absolutely wanted this workshop to be operational, and allow convincing of the added value of social accountability in the improvement of public services* » has emphasized Sarah Keener, Senior Social development specialist of the World Bank. « *We would like to contribute to the building of a synergy between different technicals and financiers stakeholders in Madagascar in the field of good governance and civic education* ».

DEGATS CYCLONIQUES : Le Système des Nations Unies lance un flash appeal pour mobiliser 36,4 millions USD en vue de subvenir aux besoins immédiats des sinistrés

En réponse à l'appel lancé par le Gouvernement malgache le 22 février 2008, le Système des Nations Unies et la communauté des partenaires humanitaires ont lancé officiellement un « appel d'urgence » ou « flash appeal » à la communauté internationale dans l'objectif de mobiliser des ressources supplémentaires — évaluées à 36,4 millions USD — pour répondre aux besoins immédiats des sinistrés de Madagascar. Le Gouvernement de Madagascar estime aujourd'hui à 334 000 le nombre de personnes affectées par le passage successif des cyclones Fame et Ivan. Ils ont occasionné des dégâts importants dans de nombreuses régions de Madagascar. La Communauté des partenaires internationaux — à partir des évaluations faites par le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes — évaluent à 36,4 millions USD les besoins des personnes sinistrées.

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION

Appui à l'exportation de litchi



Madagascar est le 1er pays exportateur de litchi vers l'Europe avec 70% de part de marché. Une des grandes opportunités, sur le marché international, du litchi malgache qui est de couleur plus rouge vif et d'un goût plus sucré, est sa forte disponibilité pendant les périodes festives de Noël et de nouvel an. Cependant, le litchi de Madagascar fait face à la concurrence de l'Afrique du Sud qui, en 2006, a triplé son volume d'exportation vers l'Europe. Il doit aussi assurer la régularité de sa qualité.

Les certifications commerciales sont devenues une contrainte, comme le référentiel EurepGap (European Retailers and Producers working group for Good Agricultural Practices - Groupe de Travail des Distributeurs et Producteurs Européens pour la Bonne Pratique Agricole), devenu GlobalGap. GlobalGap fournit les normes et le cadre pour une certification indépendante et reconnue des processus de production d'une exploitation, avant la mise en terre (matériel végétal) jusqu'au produit fini non élaboré (manutention).

Au bout de deux campagnes, la tendance GlobalGap est palpable à Madagascar car si en 2006, 2 sociétés membres du groupement des exportateurs de litchi (GEL) ont été certifiées, en 2007, 10 autres sociétés ont obtenu la certification GlobalGap. Le projet d'accompagnement des membres du GEL en vue de la certification EUREPGAP a été le théâtre d'une collaboration exemplaire entre les différents organismes d'appui : MCA et BAMEX/USAID ont apporté

les conseils et l'encadrement technique, l'IFC le financement de l'assistance technique et la mise à disposition d'experts spécialisés dans le domaine de la certification EUREPGAP

Le projet d'assistance s'est réparti en deux phases : la phase d'accompagnement des entreprises pour la mise en place du système de gestion de la production et des procédures répondant aux exigences des normes de l'EUREPGAP, et la phase d'audit de certification proprement dite. Le principe du partage des coûts a toujours été appliqué dans la mise en œuvre de ce projet et chaque entreprise a ainsi apporté sa contribution pour 50% du coût du projet qui s'est élevé à un total de 125.000 US\$.

Ce projet d'assistance technique illustre bien la bonne collaboration entre les différents intervenants d'une filière pour son développement : tous les acteurs, des paysans producteurs aux exportateurs, ont été concernés. En effet, la majorité des entreprises a choisi l'option 2, faisant intervenir la certification d'un groupement de paysans producteurs en liaison avec un exportateur. Près de 2.000 tonnes de litchis certifiés EUREPGAP ont été expédiés pour cette campagne.

Andy Rasoanaivo, IFC



Robert Blake, Country manager de la Banque mondiale a donné le 13 Février dernier une conférence aux apprenants de la quatrième promotion de l'antenne malgache du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), dont le siège est à Paris. Le programme des Institutions de Bretton Woods figure parmi les trois axes du séminaire économie de ce centre, qui prépare à un diplôme de IIIème cycle. Sur la photo, Solofo Rasoarahona, Délégué général du CEDS introduisant M. Blake.



Une dizaine de responsables de la presse écrite a été invitée à un déjeuner convivial par Robert Blake le 31 Janvier. Outre les salutations d'usage pour la nouvelle année, le renforcement d'une déjà bonne collaboration entre le bureau local de la Banque mondiale et la presse a été discutée.



Les Tornados, équipe de football de la Banque mondiale, participe actuellement au tournoi du 26 Juin organisé par le Programme de soutien au développement rural (PSDR). Les matches ont généralement lieu le samedi matin à Anosimasina, au terrain du PSDR. Le bilan des cinq premiers matches fait état d'une victoire, deux matches nuls et deux défaites.

Eric Chinje appointed as the new head of the External affairs unit (Africa region)

Obiageli Katryn Ezekwesili, Vice President of the Africa Region announced in January the appointment of Eric Chinje as Manager, Africa Region External Affairs Unit in the Africa Region Vice Presidency.



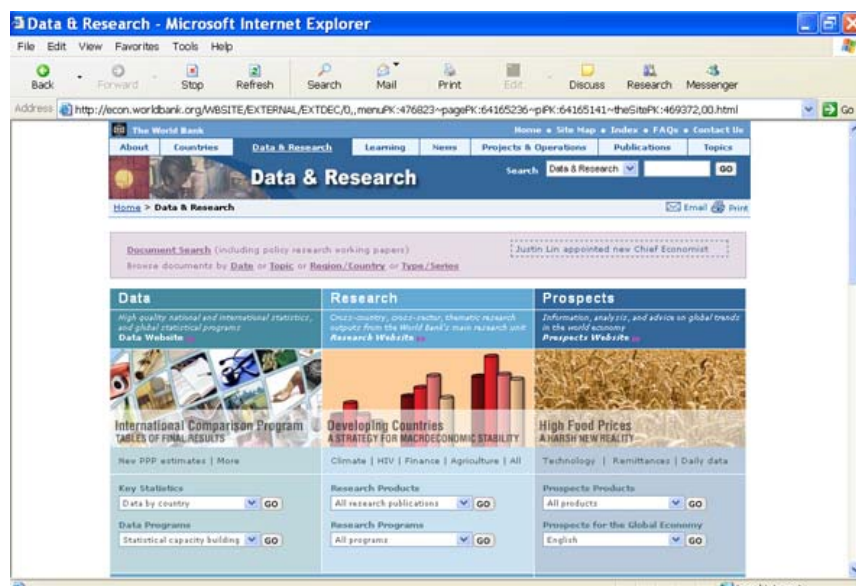
Mr. Chinje, a Cameroonian national, joined the World Bank in 1992 as a consultant in the Africa External Affairs Unit. He has since held various positions in the Bank, his most recent assignment being an External Assignment in the African Development Bank where he was Head of External Affairs and Communications.

In his new position, Mr. Chinje's top priorities will be to: a) ensure that our work in the continent is better understood and appreciated by the people we serve in Africa; b) set up systems that ensure the timely and effective communication of the Bank's strategy and initiatives to the Bank's clients and partners in the Africa Region; c) lead the Africa Region Communications staff in providing excellent coverage of operations, ensuring that all the sector work receives appropriate coverage forging strong client relationships with all constituencies in Africa.

Mr. Chinje was selected for this position through the Bank-wide competitive managerial selection process. His appointment was effective on February 18, 2008.

LE SITE DU MOIS

<http://econ.worldbank.org/>
(données, recherches, perspectives économiques)



ANOTER SUR L'AGENDA

12-13 Avril 2008 (Washington) - Réunion de Printemps du FMI et de la Banque Mondiale

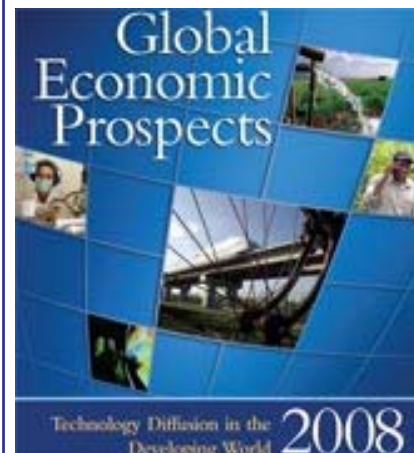
17 avril 2008 (Washington) - Passage devant le Conseil d'administration du groupe de la Banque mondiale du dossier de

financement du PIC (deuxième tranche)

31 Mars - 4 Avril 2008 - (Antananarivo) Consultation 2008 de la région Afrique auprès des intervenants du VIH/SIDA sur la

PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES 2008

www.worldbank.org/gep2008



Selon le Rapport sur les perspectives économiques mondiales 2008 (GEP 2008), la croissance mondiale accusera un léger repli en 2007 pour s'établir à 3,6 % contre 3,9 en 2006, en raison essentiellement du ralentissement de l'activité dans les pays à revenu élevé. En 2008, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,3 %.

L'affaiblissement du dollar, le spectre d'une récession aux États-Unis et la volatilité croissante des marchés financiers pourraient infirmer ces hypothèses d'atterrissage en douceur de l'économie mondiale.

« Globalement, la croissance des pays en développement ne devrait que modérément se ralentir au cours des deux prochaines années. Une décélération beaucoup plus marquée de l'activité aux États-Unis constitue toutefois un risque réel qui pourrait assombrir les perspectives à moyen terme des pays en développement, » observe Uri Dadush, Directeur du Groupe d'étude sur les perspectives de développement et du Département du commerce international de la Banque mondiale.

planification des stratégies et actions. Thème : "intégration du genre et responsabilisation de la société civile".

La manifestation est organisée par ActAfrica/Banque mondiale, le SE/CNLS et l'ONUSIDA. 165 participants de toute l'Afrique sont attendus.